

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 08/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFOVAR

85 avenue Louis Lepine
83600 Fréjus

Références : D-UD83-2024-0082
Code AIOT : 0006413536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2023 dans l'établissement SOFOVAR implanté ZI du Capitou nord 83600 Fréjus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR
- ZI du Capitou nord 83600 Fréjus
- Code AIOT : 0006413536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

A proximité de ses 3 sites déjà existants dédiés au transit, tri de déchets non dangereux et de déchets dangereux (distants de moins de 1km), SO.FO.VAR du groupe SCLAVO, exploite un nouveau centre d'entreposage et de traitement de déchets sur Fréjus, SO FO VAR 4 - Ecocentre Multi-filières. Au jour de la visite, l'activité de dépollution et de déconstruction de Bateaux de Plaisance et de Sport Hors d'Usage et d'engins hors gabarit (wagons) n'a pas encore commencé. Seules les activités de tri, transit regroupent de divers métaux, déchets non dangereux sont présentes et ont débuté début 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Trackdéchets	Code de l'environnement, article R541-45	Lettre de suite préfectorale	15 jours
10	Transfert transfrontalier des déchets	Règlement européen du 14/06/2006, article 3	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Caractéristique établissement feu	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.2.1.	Sans objet
5	Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 9.1.1.	Sans objet
6	Plan des réseaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 4.2.2.	Sans objet
7	Niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.2.1	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.2.5	Sans objet
9	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité (rubrique 2712-3 et 2712-2) de l'installation n'a pas encore débuté. Les travaux sont en cours de finalisation.

L'inspecteur de l'environnement a constaté des non-conformités au cours de cette visite qui conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le préfet du Var d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à

<p>l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</p> <p>....</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets entrants par le biais du logiciel Kerlog.</p> <p>Par mail du 07/11/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection son registre chronologique des déchets 2023.</p> <p>Il est constaté une information manquante au sein du registre : le numéro SIRET du producteur de déchets.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son registre de déchets entrants en incluant le numéro SIRET du producteur de déchet et de manière générale respecter l'ensemble des informations requises par l'arrêté du 31 mai 2021</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Registre déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le

<p>déchets, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise le logiciel Kerlog pour tracer ses déchets sortants.</p> <p>Par mail du 07 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection son registre chronologie des déchets sortants 2023.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant se positionne en tant que producteur des déchets sans posséder les autorisations requises.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 qui stipule que « <i>Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, (...)ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</i> »</p> <p>L'exploitant doit se positionner auprès de l'inspection : soit en déposant un porter à connaissance pour demander et justifier la perte de traçabilité des déchets en application de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021, soit en corrigeant son registre sortant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Trackdéchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est enregistré sur Trackdéchets depuis le 06/07/2022.</p> <p>En amont de la visite, l'inspection a procédé à une extraction sur la période du 01/01/2023 au 19/10/2023 des déclarations de l'exploitant sur Trackdéchets.</p> <p>La synthèse générée par l'application Trackdéchets stipule que 10 bordereaux ont été reçus</p>

représentant 1.42t de déchets codifiés 13 08 99* (déchets non spécifiés ailleurs). Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que ce code déchet renvoyé aux articles de bricolage et de jardin thermiques.
L'exploitant a transmis par mail du 07/11/2023, son registre des déchets dangereux entrants. En comparant la synthèse Trackdéchets et le registre transmis par l'exploitant, le registre comporte 13 entrées pour un total de 1.941tonnes.
Observations : L'exploitant doit justifier des écarts entre Trackdéchets et son registre des déchets entrants. Également, l'exploitant doit fournir à l'inspection une extraction de Trackdéchets sur la période du 01/01/2023 au 19/10/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Caractéristique établissement feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Risque incendie
Prescription contrôlée : I. Réaction au feu Les parois extérieures du local sont construites en matériaux A2 s1 d0 Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1f1) II. Résistance au feu Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est a minima R15 - les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 - les planchers REI 60 - portes et fermetures résistantes au feu et leurs dispositifs de fermeture EI 60 III. Toitures et couvertures de toiture Les toitures et couvertures de toiture répondent au minimum à la classe BROOF (t3), classe T30, indice 1 Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Par mail du 07/11/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un courrier édité par Qualiconsult en date du 19/10/2023 portant sur la vérification de la résistance au feu des murs périphériques, des séparatifs de cellules, des planchers séparatifs, des parois en béton armé, la charpente métallique et le complexe de couverture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 9.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Radioactivité
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et sortants et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.
Constats : L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants et sortants. Cette détection est accompagnée d'une procédure présentée par l'exploitant lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan des réseaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 4.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant,(...),. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment connaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation - les dispositifs de protection de l'alimentation (...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (inter ou au milieu)
Constats : Par mail du 07/11/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan des réseaux
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Niveau d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 1.2.1					
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques					
Prescription contrôlée :					
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :					
2710-1	2712-2	2718	2760-4	2790	2791
2792-2	2710-2a	2712-3	2713	2714	2711
2716	2793-2	1185-2a	1435	2517	2715
2971	3510	3532	3540	3550	4718
4725	4734-2				
Constats :					
Lors de l'inspection, il a été constaté que seules les rubriques suivantes étaient en activité :					
- 2710-2 : Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719					
- 2711: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719					
- 2713 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719					
- 2714 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719					
- 2716 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719					
- 2791 : installation de traitement des déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2794, 2795 et 2791					
Observations :					
L'inspection rappelle à l'exploitant que l'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans.					
L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la date à laquelle il a commencé à exploiter son installation.					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local devront être affichés à l'accueil.- de trois poteaux d'incendie de DN 100 mm normalisés, d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à au moins 100 m d'un appareil. L'ensemble des 3 poteaux permettent de disposer d'un débit simultané de 300 m3/h pendant une durée minimale de 2 heures. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Le pétitionnaire devra attester par tout moyen (étude hydraulique et test de débit simultané), de la capacité du réseau (public ou privé) à assurer ce débit pendant 2 heures ;- si ce débit simultané de 300 m3/h ne peut être atteint par les poteaux incendies installés sur une réseau public ou privé, une réserve d'un volume d'eau équivalent au débit manquant devra être installée sur le site- une plateforme permettant la mise en station des engins de lutte contre l'incendie, ainsi qu'une prise d'aspiration d'eau avec raccords de 100 mm sont installées à proximité immédiate de chaque point d'eau ;- des extincteurs devront être répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures, et les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- le bâtiment d'exploitation est muni d'un système de détection incendie <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : Lors de l'inspection, le plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers était en cours de finalisation. Le plan a été transmis par mail en date du 07/11/2023. Par mail du 07/11/2023, l'exploitant a fourni à l'Inspection le résultat du test en simultané des 3 poteaux incendie. Le test a été réalisé par Véolia à la date du 06/12/2018. L'attestation émise par Véolia a une durée de validité d'un an. L'exploitant a transmis un devis signé par Eurofeu en date du 29/09/2023 portant sur la vérification des dispositifs de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2020, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification installation électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'exploitant a transmis, par mail en date du 07/11/2023, son contrat avec la société DEKRA en charge du contrôle réglementaire électrique du site. Le contrat est daté du 05/10/2023.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transfert transfrontalier des déchets

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Transfert hors OCDE
Prescription contrôlée : Cadre de procédure général 1. Sont soumis à la procédure de notification et de consentement écrits préalables, conformément aux dispositions du présent titre, les transferts ayant pour objet les déchets suivants : 1. s'il s'agit de déchets destinés à être éliminés : tous les déchets ; 2. s'il s'agit de déchets destinés à être valorisés : 1. les déchets figurant à l'annexe IV, laquelle comprend notamment les déchets énumérés aux annexes II et VIII de la convention de Bâle ; 2. les déchets figurant à l'annexe IV A ; 3. les déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A ; 4. les mélanges de déchets pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans les annexes III, III B, IV ou IV A, sauf s'ils figurent à l'annexe III A. 2. Sont soumis aux exigences générales en matière d'information fixées à l'article 18, les transferts ayant pour objet les déchets suivants destinés à être valorisés, si la quantité de déchets transférés est supérieure à 20 kilogrammes : 1. les déchets figurant à l'annexe III ou III B ; 2. les mélanges, pour lesquels il n'existe pas de rubrique propre dans l'annexe III, d'au moins deux déchets énumérés à l'annexe III, à condition que la composition de ces mélanges ne compromette pas leur valorisation dans le respect de l'environnement, et à condition que ces mélanges figurent à l'annexe III A, conformément à l'article 58.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté, à travers le registre des déchets sortants, que des déchets de cuivre (170401) avait été envoyé à Hong Kong sous le code traitement R13 (stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste) le 29/09/2023 pour une quantité de 23680kg. Ce transfert a fait l'objet de la procédure d'information, le transfert était accompagné du Cerfa annexe VII ainsi que du contrat entre le notifiant et le site de réception. L'annexe VII et le contrat ont été transmis par l'exploitant par mail en date du 07/11/2023. A la case 7 de l'annexe VII doit figurer le lieu de traitement du déchet. L'exploitant a complété la case 7 par les coordonnées du courtier. Le contrat lie l'exploitant avec la société Sansing domiciliée à HongKong. Les données de l'annexe VII, le contrat et le registre déchets sortants comportent des informations contraires. Les informations renseignées à la case 7 doivent être similaires aux informations présentes dans le registre des déchets sortants, à savoir le même exutoire.
Observations : L'inspection rappelle que les déchets de cuivre sont enregistrés sous le code Bâle B1010. Le transfert de ces déchets vers la Belgique est soumis à procédure d'information en application de l'article 18 du règlement 1013/2006 du 24/06/2006 (annexe VII + contrat) et ce uniquement dans le cadre d'une opération de valorisation. Au regard du règlement 1418/2007 du 29/11/2007, le transfert de ce type de déchets vers HONG-KONG est soumis à procédure de notification et de consentement des autorités compétentes concernées préalablement à tout transfert. L'exploitant doit statuer sur le lieu de valorisation de ces déchets et se conformer à la réglementation se référant à ce lieu. Par ailleurs, pour le transfert de déchet, l'exploitant ne peut recourir qu'à un courtier français.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours